



EURO  *mad*

Conseil des Ministres de la Défense et des Armées



« Problématique: “Vers un système de défense européen face à la montée des tensions sur le continent et dans le monde?” »

Commissaires : SENEGAS Vassili, PASQUET Guillermo, MARTIN Masha

SOMMAIRE

- I. Introduction**
- II. Histoire de la coopération européenne en matière de défense**
- III. Pourquoi et dans quel but prolonger la formation d'un système européen aujourd'hui**
- IV. Les obstacles que devra surmonter une telle coopération militaire**
- V. Conclusion**
- VI. Bibliographie**

I. Introduction

Le 24 février 2022, la Russie envahit l'Ukraine et plonge l'Europe dans sa première guerre depuis plus de 30 ans. Ainsi, alors que les tensions commencent à resurgir en Europe et que les conflits armés se multiplient partout dans le monde, l'Europe cherche à maintenir sa puissance et à se mettre à la hauteur d'autres puissances qui la menacent de plus en plus.



C'est dans ce contexte que de nombreux pays commencent à se réarmer et à investir massivement dans leur budget militaire, et que la question d'un système de défense commun redevient un sujet prédominant dans les débats au sein du Parlement Européen à Bruxelles. C'est ainsi que les leaders des différents pays membres de l'Union Européenne ont signé le 11 mars 2022 la déclaration de Versailles, qui vise à favoriser l'indépendance énergétique de l'Europe, et renforcer les capacités de défense de l'UE, faisant réapparaître une l'idée d'une éventuelle armée européenne comme en 1952 avec la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.

Ainsi, les dirigeants de l'Union Européenne cherchent à se défendre de menaces extérieures de plus en plus pesantes et tentent de s'organiser pour assurer leur souveraineté dans un monde de plus en plus multipolaire et divisé. Ils cherchent donc à s'échapper de l'étreinte de l'OTAN et à dissiper les tensions déjà existantes afin de lutter contre ces nouveaux dangers.

II. Histoire de la coopération européenne en matière de défense

Afin de comprendre la complexité des enjeux de la coopération européenne en matière de défense et de sécurité, il est nécessaire de se replonger dans les étapes clés de sa construction. La tentative de créer une coopération européenne pour la sécurité existe

depuis de nombreuses années, voire a commencé le siècle dernier. Nous pourrions séparer le suivi de cette coopération en quatre grandes étapes.

Dans un premier temps, en sortant de la Seconde Guerre mondiale, les Européens enchaînent de grands projets de coopération, parmi lesquels figure la Communauté européenne de défense (CED) dans le but de créer une armée européenne rattachée à des institutions politiques, sous la responsabilité d'un ministre européen de la Défense et avec un budget militaire commun. Cependant la tentative de créer cette armée européenne est rejetée par l'Assemblée nationale française en août 1954.



En effet, les français ont perçu un certain danger dans l'idée de mettre en commun la souveraineté militaire, étant la base de la souveraineté d'un Etat, à disposition de l'OTAN à l'heure où la guerre était encore trop proche. Ainsi c'est une étape importante qui marque une occasion de créer une défense européenne manquée, et dont nous avons depuis ce jour tant de mal à mettre en place.

Affiche contre la CED, au début des années 50

Traité de Maastricht, 1992

Ensuite, aura lieu un événement clé pour la formation d'une politique européenne de défense: le Traité de Maastricht, signé par les 12 États membres de la Communauté économique européenne, le 7 février 1992. Cette date marque non seulement la naissance de l'Union européenne, mais aussi la création du projet de la politique de la sécurité et de la défense (PESD). En effet, on constate rapidement qu'aucune diplomatie européenne ambitieuse ne serait capable d'être menée, sans moyens militaires autonomes. Elle sera dans un premier temps mise en place par le Traité de Nice en 2000. Puis, en décembre 2009 lors du Traité de Lisbonne, elle est rebaptisée la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) afin d'insister sur l'objectif de défense commune. Il faut tout de même noter que les opérations d'une telle politique sont plutôt civilo-militaires que militaires. En effet, si elles étaient essentiellement militaires, elles présupposeraient une autorité politique unifiée, une chaîne de commandement opérationnel et des unités dans lesquelles les forces des différentes nations seraient imbriquées.



Dans un troisième temps, les débuts du XXIème siècle marquent les premiers pas d'une

Europe de la défense, se mettant au service de la stabilité internationale. L'UE a lancé depuis 2003 plus de 30 missions dans le cadre de la PSDC pour le maintien ou le rétablissement de la paix. Il y a actuellement 11 missions civiles et 7 missions/opérations militaires en cours en Europe, en Afrique et au Proche-Orient. Parmi les missions civiles l'UE en a déployé deux dans la région du Sahel en vue de renforcer les capacités des forces de défense et de sécurité intérieure du Niger (EUCAP Sahel Niger, depuis 2012). C'est ainsi que sont également mis en place des initiatives tel que Eurocorps d'inspiration franco-allemande. Pouvant en théorie mobiliser jusqu'à 60 000 hommes, cet *Eurocorps* exécute des missions pour l'UE mais aussi pour l'ONU, l'OSCE ou l'OTAN.

Enfin, l'augmentation des tensions sur le continent et dans le monde a propulsé le renforcement de la défense européenne, devenant le centre des priorités. En effet, dans un premier temps est créé en avril 2021 le Fonds européen de la défense (FED) par la Commission européenne avec un budget total de 8 Milliards € consacré à la période 2021-2027. Il sera destiné d'un côté, à financer le développement d'équipement et de technologie de défense communs. De l'autre, à financer des projets de recherches collaboratifs.

Dans un deuxième temps, suite à l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union décident d'adopter la Boussole stratégique. Pour la première fois de son histoire, l'UE se dote d'un document qui comporte une analyse commune de l'environnement stratégique mondial, complétée par une liste d'actions concrètes déclinées en quatre volets: agir, sécuriser, investir, coopérer.



III. Pourquoi et dans quel but prolonger la formation d'un système européen aujourd'hui

De nos jours, la scène internationale se recompose autour d'un conflit de grande ampleur entre la Russie et l'Ukraine. On peut identifier de même, une hausse récente des tensions entre la Chine et les Etats Unis d'Amérique (EUA) autour du territoire annexe de Taiwan. Sommes-nous face à « une nouvelle guerre froide » ? Une grande partie des experts ne sont pas convaincus, mais il est clair que le regain des tensions dans les relations internationales est réel. En sont la preuve l'évolution exponentielle des budgets en dépenses militaires depuis les années 2000 et les migrations constantes vers les frontières de l'UE. Des nouvelles alliances se dessinent dans le bloc de l'est (axe Chine-Russie-Inde) dans le but d'affaiblir les puissances traditionnelles occidentales. Face à un nouveau modèle de guerre hybride et révolutionnaire, les organismes de défense plus traditionnels tels que l'ONU s'essouffent durablement. Créer un système de défense européen uniforme permettrait donc ici de défendre les intérêts des nations sous l'abri de l'UE, mais aussi de renforcer l'autonomie des

systèmes militaires européens dans le but de renforcer leur capacité à intervenir dans des actions mondiales visant à maintenir la paix.

Des conflits au sein du continent européen qui remettent en question l'autorité des pays fondateurs de l'UE

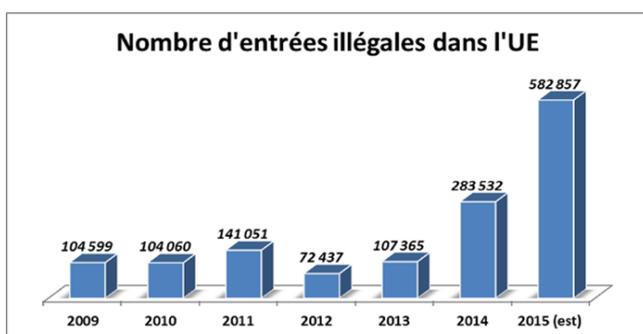
En Europe, les conflits belliqueux se sont centrés ces dernières années autour de la Russie, acteur de la Guerre froide qui après la dissolution de l'URSS et les différents processus d'indépendance des différents membres, semble vouloir récupérer son hégémonie mondiale. L'Ukraine est frappée depuis février 2022 par une offensive militaire russe, dont l'intensité et les pratiques utilisées n'ont pas été vues depuis la 2ème Guerre mondiale. La guerre majeure touche à nouveau le continent européen, faisant susciter le risque d'escalade nucléaire qui cause une grande préoccupation dans les rangs de l'UE. Même si cette guerre semble bien récente, cette dernière n'a pas débuté le 24 février 2022 au moment où l'armée russe, sous les ordres de Poutine, franchit la frontière ukrainienne et fait sonner toutes les alarmes. Le conflit militaire entre la Russie et l'Ukraine fait son apparition au début de l'année 2014 avec l'invasion de la péninsule de Crimée. Plusieurs pays du bloc-ouest tels que la France, l'Allemagne ont décidé de négocier, début 2015, les « accords de Minsk » mais les tentatives ont résulté en un échec. Malgré des sanctions imposées par les EUA à l'égard du gouvernement de Poutine et ses alliés, et un regroupement des troupes de l'OTAN à proximité de la zone de conflit, Vladimir Poutine a autorisé une large opération militaire contre l'Ukraine. Dans son discours, il justifie ses actions par le biais d'un processus de démilitarisation et de dénazification.



De même, il ne faut pas oublier l'insurrection albanaise de 2001 en Macédoine, la Guérilla en Ciscaucasie, en continuité avec les disputes post-soviétiques ni la Guerre des Quatre Jours, conflits bien plus minoritaires et de moindre influence géopolitique d'un point de vue occidental, mais qui trouble et ne facilite pas l'unification d'un bloc européen solide et non divisé, prêt à se défendre face aux montées des tensions croissantes dans le reste du monde.

Des tensions internationales ayant un impact direct sur nos frontières et les intérêts européens

A l'échelle mondiale, les conflits militaires également présents sur tous les continents : selon des données de l'ONU, 160 millions de personnes vivent dans des zones à risques et sont touchées par des conflits, notamment dans des pays sous-développés. L'Europe dans son ensemble, est bien évidemment touchée par ces micro-guerres mondiales, à l'image de l'augmentation sans précédent de l'immigration illégale dans les frontières européennes. Entre l'année 2014 et 2015, l'immigration illégale s'est vu multiplier par 2, et ne fait que d'augmenter avec la mondialisation. Plusieurs politiques argumentent une réaction européenne dans ces pays avec l'utilisation d'une force commune et ne comprennent pas cette passivité européenne. Dans l'objectif de protéger les frontières délimitant l'Europe, le dispositif Frontex, aussi connu sous le nom de l'Agence Européenne de garde-frontières, a été mis en place dès 2004 pour aider les nations associées à l'espace Schengen. Financier par le budget de l'UE, cette coopération entre pays entreprend un contrôle des migrations et une s'est vue attribuer une responsabilité accrue contre la criminalité transfrontalière.



En Asie, les conflits sont présents plus que jamais et de manière plus intense. On peut souligner le cas du Yémen, où la guerre interne fait des ravages. L'ONU a déclaré qu'il s'agit du pire désastre humanitaire avec un bilan jamais vu : 233 000 décès dont 131 000 dus à des causes indirectes telles que le manque de ressources en santé et d'infrastructures. Quatre millions de personnes se sont vus forcés à fuir et plus de 3/4 du pays a besoin d'aide humanitaires. La situation préoccupe notamment l'UE en raison de la menace d'attaques terroristes, comme celles des affiliés d'Al-Qaïda ou de l'IS. D'autres pays de la région, tels que l'Iran et l'Arabie Saoudite sont impliqués dans le conflit. Le Myanmar est une autre région asiatique victime de tensions politiques et ethniques depuis plusieurs années : depuis quelques mois, le pays est plongé dans une guerre civile, dans laquelle l'armée Tatmadaw a organisé un coup d'Etat. Les militants de l'opposition ont lancé une campagne d'incitation à la désobéissance civile, avec des manifestations et des grèves. Selon l'ONG locale, Rescue Committee, plus de 14 millions de personnes (soit 25% de la population totale) ont besoin d'aide humanitaire. Finalement, on peut aborder le conflit le plus connu en Asie, à l'image de la guerre d'Afghanistan. Après les attaques terroristes du 11S contre les USA, les soldats

américains ont envahi le pays. Après deux décennies de combats intenses, les talibans sont revenus au pouvoir avec le retrait des forces américaines. Le niveau de combat a diminué, mais le pays sera probablement confronté à une crise sociale, avec la privation des droits fondamentaux pour les femmes. Nous retrouvons une situation similaire en Iran, où les revendications en faveur des droits des femmes sont en plein essor. Sommes-nous les témoins d'un nouveau Printemps arabe ?



En Afrique, la principale menace est représentée par les militants islamiques, qui après l'effondrement de l'Etat Islamique se sont concentrés dans le territoire africain, où les gouvernements affaiblis ne sont pas en condition de contrôler leur influence. Les groupes djihadistes tentent de dominer le Mali, le Niger, le Burkina Faso, la Somalie, le Congo et le Mozambique. La coalition américaine, à l'image de l'implication française dans le Mali, essaie d'aider les gouvernements, mais les aides sont jugées insuffisantes.

Finalement, à l'échelle mondiale, le conflit entre la Chine et les USA est un événement à suivre : ces derniers mois, le président Joe Biden a affirmé que l'armée américaine était prête à défendre militairement Taiwan en cas d'invasion chinoise, principalement dans l'objectif géopolitique de protéger un point stratégique tel que l'est la mer de Chine reliant plusieurs hubs mondiaux (Singapour par exemple).

La mise en place de stratégies pour créer un dispositif de défense complet et efficace

En 2017, un dirigeant européen lançait une initiative pour une Europe « souveraine, unie et démocratique » face aux nombreux défis du monde moderne. La souveraineté se présente alors comme un des principaux objectifs pour faire respecter l'ordre militaire dans le sol européen. L'agression russe a montré la nécessité urgente de regagner un certain contrôle géopolitique effacé après des longues années de guerres lors du 20ème siècle. Si la souveraineté européenne de défense s'envisage la plupart du temps face au monde extérieur celle-ci réside dans une justice interne visant à limiter toute sorte de risque entre les pays : même si l'OTAN existe, la plupart des magnates européens considère qu'une telle dépendance envers les USA est problématique car elle affaiblit la réactivité européenne en cas d'attaque surprise. Il est important de rappeler que la PSDC ne représente pas la défense

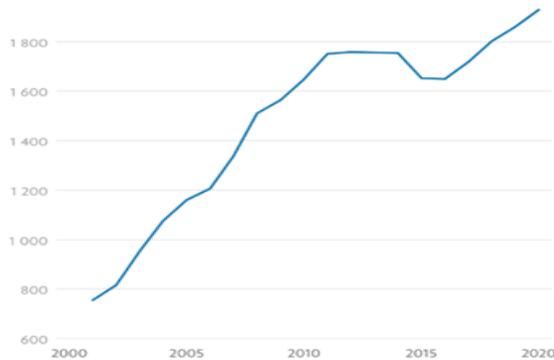
de l'Europe, mais l'Europe de la défense, par le biais d'une gestion internationale des crises de façon coordonnée. De nombreux gouvernements européens soulignent donc l'importance de créer un système capable de s'engager effectivement. En somme, le débat de la souveraineté européenne est essentiel de nos jours avec l'ampleur de la menace nucléaire régnant sur le territoire européen.



En somme, il est net que ces deux dernières décennies ont symbolisé une hausse et une évolution des dépenses militaires mais aussi des types d'investissements qui se diversifient de plus en plus : la cybernétique et la guerre de l'IA prennent de plus en plus d'ampleur. On recense 2 000 milliards de dollars de dépenses dans le budget du monde entier, en augmentation de 2,6 % par rapport à 2019. Elles ont atteint une moyenne mondiale de 2,4 %

Évolution des dépenses militaires dans le monde depuis 2000

En milliards de dollars US



Source : Banque Mondiale



du PIB, la part la plus importante depuis 2009. Cependant, il est clair que les pays européens se démilitarisent considérablement (-70% dans le cas de l'Espagne) face à un réarmement imminent de l'axe orientale Chine-Russie-Inde qui augmente ses dépenses chaque année. Les USA suivent de même cette tendance en investissant 3.52% de leur PIB dans la protection militaire face au 2% de la France. Pour faire face aux super-puissances qui émergent (notamment l'Inde qui peu à peu est en train de se construire une place), l'UE doit revisiter les accords mis en place et s'aligner sur une politique commune.

IV. Les obstacles que devra surmonter une telle coopération militaire

Cependant, l'Union Européenne fait face à de nombreux problèmes qui entravent le processus de création d'une armée européenne, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de celle-ci.

Comme en témoigne la montée des populismes et de l'euroscepticisme dans des pays comme la Hongrie, la Pologne ou encore l'Italie, l'Union Européenne semble perdre de la popularité dans quelques pays. Certains voient cette Union comme une perte de temps et d'argent, qui bloque les pays et contribue aux problèmes auxquels font face les populations en Europe. C'est ainsi que beaucoup d'entre eux vont chercher à endiguer l'entraide européenne, ce qui ralentit la coopération. Ainsi, même si la présidente de la Commission européenne Ursula Von der Leyen a annoncé que l'Europe allait envoyer une aide de 1,5 milliards d'euros par mois à l'Ukraine, aucune mesure concrète dans le plan militaire n'a été annoncée.

Ainsi, un autre problème que devront surmonter les pays membres de l'Union européenne est leur division trop souvent présente, et empêche souvent de trouver un terrain d'entente. Du fait de ces divisions, l'idée de créer une armée supranationale qui suivra l'intérêt de l'Union Européenne dans son ensemble, et qui ne suivra pas que les intérêts nationaux de certains pays, ne plaît à tout le monde, et divise encore plus. Alors que des pays comme l'Allemagne se réarment et ou rompent des accords avec la Russie, d'autres comme la Hongrie ont maintenu des relations diplomatiques avec le Kremlin après le début de la guerre, et se font livrer de plus en plus de gaz russe. C'est pourquoi malgré une extraordinaire coopération en ce qui concerne les sanctions mises en place contre la Russie, des divisions restent présentes et se font toujours ressentir. Celles-ci devront être résolues si l'on veut créer un système de défense commun avec des intérêts, des objectifs et des budgets communs.



L'UE œuvre non seulement dans le cadre de ses propres intérêts, mais aussi dans ceux de l'OTAN, et donc par extension, ceux des États-Unis d'Amérique. C'est pourquoi un autre défi auquel fait face l'Union Européenne est l'étreinte de l'OTAN et des EUA. Beaucoup de pays sont fortement dépendants de l'OTAN en ce qui concerne le budget militaire et les terrains d'intervention, ce qui les empêche de faire valoir leurs propres intérêts et de s'unir pour former une coalition européenne. Une telle coalition serait indépendante et pourrait poser un problème pour les États-Unis car cette coalition, ou coopération militaire ne s'alignerait pas toujours dans leurs intérêts. C'est ce qui a empêché toute forme de système de défense commun et indépendant en Europe.

Pays membres de l'OTAN en 2020



Cependant, le président de la République Française, Emmanuel Macron, déclarait que l'Union Européenne ne pouvait plus dépendre des autres pour se défendre et qu'il fallait que l'Union Européenne fasse un pas dans la création d'un nouveau système de défense. Ceci marque une nouvelle étape dans la conception de l'UE pour beaucoup de dirigeants européens. Désormais, l'UE n'est plus simplement un accord de libre-échange et le partage de certaines décisions politiques et économiques, mais une alliance qui nécessite sa propre armée afin de pouvoir se défendre des menaces extérieures et être indépendante.

Les pays membres de l'UE devront donc réussir à laisser de côté leurs différences, pour s'unir et s'accorder sur des intérêts et des buts communs, mais auront aussi besoin de s'affranchir de l'OTAN, pour pouvoir créer leur propre système de défense commun et indépendant.

V. Conclusion

Pour conclure, l'Europe de la défense connaît une longue et tumultueuse histoire qui débute par une occasion manquée, aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale. De plus, il est important de noter que l'Europe fait face à de nombreuses difficultés comptant entre autres le populisme, l'euroscépticisme, les multiples désaccords dans les décisions, et la dépendance aux intérêts des Etats Unis par l'intermédiaire de l'OTAN. Par ailleurs, face au retour de la guerre et des différentes tensions sur le continent et dans le monde, la capacité de l'Europe à devenir une puissance plus indépendante et plus souveraine ne s'impose plus comme une éventualité, mais comme une réelle nécessité. C'est en ce temps de crises majeures (d'ailleurs reconnues comme de puissants accélérateurs de rapprochement et de réveil des ambitions) que les représentants des différents pays seront engagés à travailler ensemble afin de relancer et mettre en place un système de défense européen.

VI. Bibliographie

<https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2022/03/11/the-versailles->

<https://youtu.be/pj4ZOgdX5BU>

<https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/defence-security/>

<https://www.defense.gouv.fr/lhistoire-leurope-defense-o>

<https://www.lumni.fr/video/l-union-europeenne-une-puissance-militaire>

<https://www.cairn.info/revue-inflexions-2016-3-page-67.htm>

<https://www.cfr.org/global-conflict-tracker/conflict/conflict-ukraine>

https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_des_conflits_en_Europe

<https://www.latribune.fr/opinions/le-risque-d-une-guerre-majeure-en-europe-934026.html>

<https://www.bbc.com/afrique/monde-60751514>

<https://www.latribune.fr/opinions/tribunes/le-defi-de-la-souverainete-de-l-union-europeenne-913458.html>

<https://www.europarl.europa.eu/factsheets/fr/sheet/159/la-politique-de-securite-et-de-defense-commune>

<https://institut-thomas-more.org/2021/10/06/souverainete-europeenne-inconsequence-francaise-et-defense-de-loccident/>